

## LA LETTRE DU BRÉSIL

### Bonne année

C'est ce que le Brésil peut se souhaiter alors que commence une nouvelle année où un vent d'optimisme souffle dans le pays.

Ce n'est certes pas l'état de transe de certains milieux d'affaires brésiliens qui voyaient, il y a un an, une reprise assez rapide de la croissance, conséquence logique des traits majeurs du programme économique annoncé de Paulo Guedes. 2019 aura finalement été, dans son ensemble, une année plutôt décevante où l'on pouvait même craindre en milieu d'année une croissance proche de zéro.

Mais l'accumulation de bonnes nouvelles en fin d'année, notamment du côté de la consommation des ménages ou de l'investissement privé, laisse aujourd'hui entrevoir une croissance beaucoup plus ferme en 2020. Sans doute entre 2 et 2,5% voire peut être un peu plus pour les plus confiants avec à la clef une reprise très sensible de l'emploi formel, toujours une bonne nouvelle pour ceux qui ont décroché pendant la période de récession.

Cela entretient bien entendu la confiance des milieux d'affaires dans la politique économique du gouvernement brésilien même si, en fait, l'adoption des réformes, on l'a vu pour celle des retraites, implique un intensif travail parlementaire, en fait une bonne « articulation » entre Parlement et pouvoir exécutif.

2020 s'annonce comme une période propice à la poursuite des réformes afin de débureaucratiser les processus, accentuer l'ouverture, en fait prendre toutes les initiatives afin d'alléger le coût Brésil et ainsi favoriser une reprise durable des investissements, notamment dans les infrastructures après plusieurs années de disette.

Bonne année également aux entreprises françaises qui croient depuis longtemps dans le potentiel de ce pays, qui y investissent sans relâche et qui seront encore très actives en cette année 2020.

Contact : [olivier.remond@dgtrésor.gouv.fr](mailto:olivier.remond@dgtrésor.gouv.fr)

<i>Activité</i>
Croissance du PIB T2 2019 +0,6% t.t
<i>Prix</i>
Inflation IPCA (glissement annuel, nov.2019) +3,27%
<i>Emploi</i>
Taux de chômage 11,6% (octobre 2019)
<i>Taux de change BRL/ EUR</i>
Cours au 08/01 : 4,51 Variation mensuelle : - 1,44% (appréciation du real)
<i>Projections</i>
Croissance du PIB 2019 (survey BCB) +1,17% (contre +1,10% le mois dernier)

### Au Brésil, la déforestation de masse revient sur le devant de la scène, après un recul spectaculaire à la fin des années 2000

Les incendies de l'été 2019 ont de nouveau attiré le regard de la communauté internationale sur la Forêt amazonienne, dont 63% se situe au Brésil. Ces incendies sont la partie visible d'un phénomène de fond qui s'est enclenché l'année dernière : la hausse significative du taux de déforestation annuel en Amazonie. D'après l'INPE, l'Institut National de Recherche Spatiale, le taux annuel de déforestation a augmenté de 29,5% entre 2018 et 2019, passant de 7500 km<sup>2</sup> à 9800km<sup>2</sup>. Face à ces signaux d'alerte, différents acteurs proposent aujourd'hui des réponses qui consistent essentiellement en un appui financier ou économique à la région amazonienne. L'exemple du Fonds Amazonien a montré que ce type d'appui permettait de réduire, au moins localement, le taux de déforestation.

Or, il est intéressant de noter que lors de la période pendant laquelle le taux de déforestation a été divisé par six, entre 2004 et 2012, les outils d'appui financier non-gouvernementaux n'existaient pas encore. En 2019, des chercheurs de Climate Policy Initiative ont ainsi estimé que le renforcement des contrôles et la création d'un système de monitoring (c'est-à-dire de suivi de la déforestation en temps réel grâce à des satellites) ont permis de diminuer le taux de déforestation annuel de 27000 km<sup>2</sup>, au cours des dix années suivant 2004. Ces mesures font suite au « Plan d'Action pour la Prévention et le Contrôle de la Déforestation en Amazonie Légale » (PPPCDAm en portugais), permettant de coordonner l'action d'une grande partie des ministères brésiliens. Les chercheurs montrent par ailleurs que, contrairement à une idée répandue, le renforcement des contrôles ne s'est pas fait au détriment de la production agricole mais plutôt à son avantage. En effet, les contrôles semblent avoir incité les agriculteurs à produire de manière plus efficace. De plus, ils remarquent que le coût de la politique publique est particulièrement faible avec un coût d'abattement de 0,69\$/tCO<sub>2</sub>, bien inférieur aux coûts d'abattement que l'on peut observer en Europe par exemple, dont l'ordre de grandeur peut atteindre 200\$/tCO<sub>2</sub> pour certains changements technologiques.

Malheureusement, l'IBAMA (Institut brésilien en charge des contrôles environnementaux), a connu de fortes baisses de son budget de fonctionnement depuis 5 ans, et plus particulièrement en 2019 avec 24% de réduction. Aujourd'hui, le contexte politique autour de l'Amazonie nous invite donc à nous demander quelle est la place des initiatives de soutien financier non-gouvernementales et quel rôle peuvent-elles jouer, au vu de la dégradation du système de contrôle forestier.

Contact : [julio.ramos-tallada@dgtrésor.gouv.fr](mailto:julio.ramos-tallada@dgtrésor.gouv.fr) ; [vincent.guier@dgtrésor.gouv.fr](mailto:vincent.guier@dgtrésor.gouv.fr) - réalisé par *Loris ANDRE* (stagiaire)

## 55e Sommet du Mercosur : bilan en demi-teinte

Les 4 et 5 décembre dernier s'est tenu, à Bento Gonçalves (Rio Grande do Sul), le 55<sup>e</sup> Sommet des Chefs d'État du Mercosul (le dernier de la présidence brésilienne ainsi que pour le Président Argentin Mauricio Macri).

Organisée dans un contexte régional particulier, et de tensions montantes entre l'administration brésilienne et le président argentin nouvellement élu, cette réunion a toutefois permis à la présidence brésilienne d'enregistrer plusieurs avancées concrètes :

- signature de différents accords économiques : accord de facilitation du commerce au sein du Mercosul ; accord de reconnaissance mutuelle des opérateurs économiques autorisés ; accord de protection mutuelle des indications géographiques, etc.
- adoption d'un cadre général des initiatives facilitatrices du commerce au sein du Mercosul,
- modernisation du Protocole de Montevideo sur les services (notamment pour le mettre à jour s'agissant des services financiers)
- déclaration commune sur le développement durable, déclaration commune sur la situation au Venezuela, etc.

Un des accords clés de la rencontre, bien que bilatéral, est celui signé entre le Brésil et le Paraguay, dans le secteur de l'automobile et permettant d'éliminer progressivement les droits de douanes élevés existants dans ce secteur (une des quelques exceptions perdurant au sein du bloc). Un accord similaire avait été signé en juin avec l'Argentine, et précédemment avec l'Uruguay.

Un sommet qui a également été l'occasion, pour ce bloc régional que l'on dit parfois à bout de souffle, de réaffirmer son engagement dans les négociations commerciales en signalant, notamment, les différentes avancées obtenues dans ce domaine au cours des derniers mois :

- conclusion d'accords de libre-échange avec l'Association européenne de libre-échange (AELE) et avec l'Union Européenne,
- négociations en cours avec le Canada, la Corée du Sud, Singapour et le Liban,
- prises de contact pour le lancement de négociations avec Israël et l'Inde (pour renforcer les accords existants) ainsi qu'avec l'Indonésie et le Vietnam (nouveaux accords),
- rapprochement entre le Mercosul et l'Alliance du Pacifique.

Malgré ces avancées, les négociations n'ont pas abouties concernant la réduction du Tarif Extérieur Commun (TEC), principal instrument de la politique commerciale commune du Mercosul (en moyenne autour de 12%, pouvant aller jusqu'à 35%, par exemple dans le secteur automobile). Une proposition initialement portée conjointement par le Brésil et l'Argentine, dans une volonté de « modernisation et ouverture du Mercosul », mais que le Brésil pourrait être seul à soutenir suite aux élections argentines. En effet, Alberto Fernandez, Président argentin nouvellement élu, a fait de la protection de l'industrie nationale un de ses axes de campagne.

Contact : [anne.bernard@dgtrésor.gouv.fr](mailto:anne.bernard@dgtrésor.gouv.fr) ; [bianca.soarespimentel@dgtrésor.gouv.fr](mailto:bianca.soarespimentel@dgtrésor.gouv.fr)

---

## Nouvelles règles en matière d'analyses de laboratoire pour l'importation des vins au Brésil

Après plus d'un an de discussions âpres et difficiles avec le Brésil en matière d'analyses de laboratoire à fournir lors de l'importation des vins, le Brésil a finalement arrêté en ce début d'année une liste plus raisonnable de critères.

La volonté initiale du MAPA brésilien (ministère chargé de l'agriculture) remonte à un projet établi en 2018. Malgré les commentaires négatifs reçus tant au niveau international que des importateurs brésiliens, sa mise en œuvre restait prévue. Elle avait tout de même été décalée au 1<sup>er</sup> janvier 2020. La longue liste initiale comprenait des paramètres qui ne faisaient pas partie des recommandations de l'organisation internationale de la vigne et du vin (OIV - actuellement présidée par une Brésilienne).

Plusieurs actions auprès du MAPA en fin d'année ont permis *in fine* la publication le 2 janvier d'une nouvelle instruction normative (IN 75/2019). Elle définit la liste des critères analytiques applicables pour l'importation des vins et dérivés du vin au Brésil.

Cette liste a été accueillie positivement par plusieurs importateurs même si elle reste différente des critères habituellement utilisés dans le cadre des échanges internationaux et recommandés par l'OIV. Il est clair qu'elle restreint à 7 critères la liste initialement envisagée à 12 critères (cas des vins tranquilles). Le coût d'importation s'en trouve donc réduit ce qui est positif.

Néanmoins, cette liste reste spécifique au marché brésilien et oblige les exportateurs à faire réaliser une analyse spécifique. Cela maintient un obstacle à l'accès à ce marché, même si cet obstacle devient moins important que celui initialement envisagé.

Pour tout complément sur les critères analytiques et de certification d'origine applicables à l'importation des vins au Brésil, une [fiche de synthèse est disponible en ligne](#).

Contact : [julien.barre@dgtrésor.gouv.fr](mailto:julien.barre@dgtrésor.gouv.fr) ; [franck.foures@dgtrésor.gouv.fr](mailto:franck.foures@dgtrésor.gouv.fr)

## Actualité des entreprises françaises au Brésil

**Helexia (Voltaia)**, société française basée dans le Nord de la France et spécialisée dans les toitures solaires l'efficacité énergétique, débutera ses opérations au Brésil en janvier de 2020. Basée à Rio de Janeiro pour ses opérations brésiliennes, la société pense, dans un premier temps, développer ses activités dans les Etats de Sao Paulo, Minas Gerais, Bahia et rio de Janeiro. [*Canal Energia, 05/12/019*].

**BNP Paribas, Carrefour, Edenred et Ingenico s'associent pour ouvrir un centre d'innovation et de startups à São Paulo.** Nommée "La Fabrique", cet espace permettra d'encourager le déploiement d'un écosystème favorable à l'innovation et au développement de projets technologiques. [*Época Negócios, 12/12/19*].

**Vinci Aéroports** a livré le chantier de modernisation de l'aéroport de Salvador dont il a obtenu la concession il y a près de 3 ans. Une modernisation qui est intervenue en 18 mois et qui représente 160 M EUR d'investissements. Parmi les changements, une hausse de 50% de la capacité de la plateforme aéroportuaire pour atteindre 15 millions de passagers (elle en a accueilli 8 millions en 2019) mais également la rénovation des pistes de décollages et la construction de six passerelles d'embarquement. L'inauguration de l'aéroport rénové s'est faite le 11 décembre dernier en présence du ministre des Infrastructures, M. Tarcisio de Freitas. L'aéroport de Bahia a reçu en octobre 2019 un prix pour ses efforts sur le plan environnemental. [*Les Échos et l'Usine Nouvelle 12/12/19*].

**CNP Assurances** et Caixa Seguridade créent une nouvelle société. La Surintendance-Générale du Conseil Administratif de Défense Économique (CADE) a approuvé la création d'une nouvelle société entre CNP Assurances et Caixa Seguridade. Les deux entreprises ont établi un partenariat afin de créer une nouvelle société destinée à offrir de services de distribution, promotion, offre, vente et après-vente d'assurances de vie et plans de Sécurité Sociale privée. Aux termes de cet accord, CNP et Caixa détiendront respectivement 51 % et 49 % des droits de vote, et 40 % et 60 % des droits économiques du nouveau partenariat. Cette opération est également soumise à l'approbation de la Surintendance des Assurances Privées (Susep) et de la Banque Centrale du Brésil. [*Valor Economico, 19/12/19*].

**Voltaia** investira environ 1 Md BRL au Brésil dans les prochaines années pour la construction de projets de production d'énergie éolienne, solaire et hydroélectrique. La société souhaite ainsi atteindre 1 gigawatt (GW) de capacité installée dans le pays (483 mégawatts actuellement). Deux parcs éoliens, VentosInv Serra do Mel 1 et 2 (VSM 1 et 2), situées dans l'État du Rio Grande do Norte, se trouvent en phase finale de déploiement et devraient débiter ses activités à la fin du premier semestre de 2020. [*Valor Econômico, 30/12/19*].

Contact : [anne.bernard@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne.bernard@dgtresor.gouv.fr) ; [bianca.soarespimentel@dgtresor.gouv.fr](mailto:bianca.soarespimentel@dgtresor.gouv.fr)

*Service Economique Régional du Brésil*

Site internet : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/BR>

Suivez nous sur twitter : @BresilEco

*Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication*